

Art. 3. Dans l'article 4 de la même ordonnance, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° le point de départ du délai est le lendemain du jour de la réception de l'acte de l'autorité communale en sa forme authentique ou, en cas d'envoi par courrier électronique, le lendemain du jour de la réception de l'acte de l'autorité communale, identique à l'acte authentique pris par cette autorité communale; ».

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

—
Note

(1) *Session ordinaire 2008-2009.*

Documents du Parlement. — Proposition d'ordonnance, A-543/1. — Rapport, A-543/2.

Compte rendu intégral. — Séance du vendredi 20 mars 2009.

Art. 3. In artikel 4 van dezelfde ordonnantie wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt :

« 1° de termijn gaat in de dag na die waarop de akte van de gemeenteverheid ontvangen is in zijn authentieke vorm of, in geval van een elektronische verzending, de dag na het ontvangen van een akte van de gemeenteverheid die identiek is aan de authentieke akte van deze gemeenteverheid; ».

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 maart 2009.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

—
Nota

(1) *Gewone zitting 2008-2009.*

Documenten van het Parlement. — Voorstel van ordonnantie, A-543/1. — Verslag, A-543/2.

Integraal verslag. — Vergadering van vrijdag 20 maart 2009.

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1380

[C — 2009/31188]

26 MARS 2009. — Ordonnance
modifiant l'ordonnance du 5 juin 1997
relative aux permis d'environnement (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 7 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, le § 2 est abrogé.

Art. 3. Un article 7bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« Art. 7bis. Modification de l'autorisation.

§ 1^{er}. Préalablement à toute transformation ou extension d'une installation autorisée par un permis d'environnement, ou de plusieurs installations formant ou non une unité technique et géographique d'exploitation autorisées par un permis d'environnement, ou préalablement à toute remise en exploitation d'une installation détruite ou mise temporairement hors d'usage par une cause résultant de l'exploitation, l'exploitant notifie son intention par lettre recommandée :

1° au collège des bourgmestre et échevins si le permis, ainsi que la transformation ou l'extension, portent sur une ou des installations de classe II ou de classe III, à l'exclusion des permis visés à l'article 14;

2° à l'Institut dans tous les autres cas.

La transformation consiste en la modification d'un des éléments contenus dans la demande de permis, hormis ceux visés à l'article 10, 1° ou 2°.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1380

[C — 2009/31188]

26 MAART 2009. — Ordonnantie tot wijziging
van de ordonnantie van 5 juni 1997
betreffende de milieuvergunningen (1)

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 7 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen wordt § 2 opgeheven.

Art. 3. Er wordt in dezelfde ordonnantie een artikel 7bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 7bis. Wijziging van de vergunning.

§ 1. Vóór elke verbouwing of uitbreiding van een inrichting waarvoor een milieuvergunning afgeleverd is, of van meerdere inrichtingen die al dan niet een technische en geografische uitbatingseenheid vormen waarvoor een milieuvergunning afgeleverd is, of vóór elke heropstart van een vernielde inrichting of een inrichting die tijdelijk wegens uitbatingredenen buiten gebruik gesteld is, maakt de uitbater zijn voornemen per aangetekende brief kenbaar :

1° aan het college van burgemeester en schepenen, indien de vergunning en de verbouwing of uitbreiding betrekking hebben op een of meerdere inrichtingen van klasse II of van klasse III, met uitsluiting van de vergunningen bedoeld in artikel 14;

2° aan het Instituut in alle andere gevallen.

De verbouwing bestaat uit de wijziging van een van de elementen die vervat zijn in de vergunningsaanvraag, met uitzondering van de elementen bedoeld in artikel 10, 1° of 2°.

L'extension consiste en l'adjonction d'une ou de plusieurs installations classées.

L'extension ou la transformation porte sur des installations autorisées avant ou après leur mise en exploitation.

§ 2. L'autorité visée au § 1^{er} dispose d'un délai de 30 jours à dater de cette notification pour déterminer si une demande de permis doit être introduite, si les conditions du permis doivent être modifiées, ou si l'exploitant peut procéder à la transformation, l'extension ou la remise en exploitation.

A défaut de recevoir une telle décision dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'exploitant peut procéder à la transformation, à l'extension ou à la remise en exploitation.

En dérogation à l'alinéa 2, si la transformation, l'extension ou la remise en exploitation concerne en elle-même la mise en exploitation d'une ou de plusieurs installations de classe IA ou IB, à défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, une demande de permis d'environnement doit être introduite.

§ 3. L'autorité visée au § 1^{er} impose l'introduction d'une demande de permis si la transformation ou l'extension entraîne l'application d'une rubrique d'une classe supérieure par rapport à celle du permis initial, ou est de nature à aggraver substantiellement les nuisances ou inconvénients de la ou des installations couvertes par le permis.

L'autorité visée au § 1^{er} impose l'introduction d'une demande de permis si la destruction ou la mise hors d'usage de l'installation autorisée résulte des dangers, nuisances ou inconvénients générés par l'exploitation qui n'ont pas été pris en compte lors de la délivrance du permis initial.

Le permis est délivré par :

1° le collège des bourgmestre et échevins lorsque l'autorisation que l'exploitant souhaite modifier, ainsi que la transformation ou l'extension porte sur des installations de classe II ou III, à l'exclusion des permis visés à l'article 14;

2° l'Institut dans tous les autres cas.

§ 4. L'autorité visée au § 1^{er} décide que les conditions d'exploitation du permis doivent être modifiées si la transformation, l'extension ou la remise en exploitation sont de nature à aggraver de manière non substantielle les nuisances ou inconvénients générés par l'exploitation de l'installation couverte par le permis.

L'autorité visée au § 1^{er} dispose d'un délai de 30 jours à dater de la décision visée au § 2 pour modifier les conditions d'exploitation du permis, conformément à l'article 64. Ce délai de 30 jours est augmenté de 20 jours lorsque l'article 64 impose une enquête publique.

Tant que la modification des conditions d'exploitation ne lui a pas été notifiée, l'exploitant ne peut procéder à la transformation, à l'extension ou à la remise en exploitation qu'aux seules conditions contenues dans le permis initial. ».

Art. 4. Un article 7^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« Art. 7^{ter}. Scission du permis d'environnement.

La scission d'un permis d'environnement est l'opération qui consiste à diviser un permis couvrant plusieurs installations en deux ou plusieurs permis couvrant chacun une ou des installations distinctes.

Préalablement à toute scission d'un permis d'environnement, l'exploitant notifie, par lettre recommandée à l'autorité compétente, son intention d'y procéder en précisant les installations qui seront exploitées par chacun des futurs titulaires des permis après scission.

L'autorité compétente autorise cette scission lorsqu'elle constate que les ensembles d'installations issues de la scission constituent, en l'état, des unités techniques et géographiques d'exploitation distinctes.

L'autorité compétente dispose d'un délai de 30 jours à dater de la notification visée à l'alinéa 2 pour autoriser ou refuser la scission. S'il n'a pas reçu de décision dans ce délai, l'exploitant adresse un rappel à l'autorité. Celle-ci dispose d'un nouveau délai de 30 jours à dater de la notification du rappel pour autoriser ou refuser la scission. Passé ce délai, la scission est considérée comme étant refusée. ».

Art. 5. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance, il est ajouté un nouveau 6° rédigé comme suit :

« 6° l'avis du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale dans les cas déterminés par le Gouvernement. ».

De uitbreiding bestaat uit de toevoeging van een of meerdere ingedeelde inrichtingen.

De uitbreiding of de verbouwing heeft betrekking op inrichtingen die toegestaan zijn vóór of na hun ingebruikname.

§ 2. De in § 1 bedoelde overheid beschikt over een termijn van 30 dagen vanaf die kennisgeving om te beslissen of er een vergunningsaanvraag ingediend moet worden, of de vergunningsvoorwaarden gewijzigd moeten worden, dan wel of de uitbater kan overgaan tot de verbouwing, de uitbreiding of de heropstart van de uitbating.

Indien de uitbater binnen de in het eerste lid gestelde termijn geen dergelijke beslissing ontvangen heeft, mag de uitbater tot de verbouwing, de uitbreiding of de heropstart overgaan.

In afwijking op het tweede lid, als de verbouwing, de uitbreiding of de heropstart op zich betrekking heeft op de opstart van een of meerdere inrichtingen van klasse IA of IB, bij het uitblijven van een beslissing in de tijdspanne voorzien in het eerste lid, moet een milieuvergunningsaanvraag ingediend worden.

§ 3. De in § 1 bedoelde overheid legt de indiening van een vergunningsaanvraag op indien de verbouwing of de uitbreiding leidt tot de toepassing van een rubriek van een hogere klasse in vergelijking met de klasse van de initiële vergunning of van dien aard is dat ze de hinder of de ongemakken die uit de uitbating van de vergunde inrichting(en) voortvloeien ernstig vergroot.

De in § 1 bedoelde overheid legt de indiening van een vergunningsaanvraag op indien de vernietiging of het buiten gebruik stellen van de vergunde inrichting het gevolg is van gevaren, hinder of ongemakken die voortvloeien uit de uitbating en waarmee geen rekening is gehouden bij de aflevering van de oorspronkelijke vergunning.

De vergunning wordt afgeleverd door :

1° het college van burgemeester en schepenen, indien de vergunning die de uitbater wenst te wijzigen en de verbouwing of de uitbreiding betrekking hebben op inrichtingen van klasse II of van klasse III, met uitsluiting van de vergunningen bedoeld in artikel 14;

2° het Instituut in alle andere gevallen.

§ 4. De in § 1 bedoelde overheid beslist dat de uitbatingvoorwaarden van de vergunning gewijzigd moeten worden indien de verbouwing, de uitbreiding of de heropstart van dien aard is dat ze de hinder of de ongemakken die uit de uitbating van de vergunde inrichting voortvloeien niet ernstig vergroot.

De in § 1 bedoelde overheid beschikt over een termijn van 30 dagen vanaf de in § 2 bedoelde beslissing om de uitbatingvoorwaarden van de vergunning te wijzigen, in overeenstemming met artikel 64. De termijn van 30 dagen wordt met 20 dagen verlengd wanneer krachtens artikel 64 een openbaar onderzoek opgelegd wordt.

Indien de wijziging van de uitbatingvoorwaarden niet aan de uitbater bekendgemaakt werd, dan mag hij de verbouwing, de uitbreiding of de heropstart alleen volgens de voorwaarden die vervat zijn in de oorspronkelijke vergunning uitvoeren. ».

Art. 4. Er wordt in dezelfde ordonnantie een artikel 7^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 7^{ter}. Splitsing van de milieuvergunning.

De splitsing van een milieuvergunning is de handeling waarbij een vergunning die meerdere inrichtingen dekt, wordt gesplitst in twee of meer vergunningen die elk een of meerdere verschillende inrichtingen dekken.

Vóór elke splitsing van een milieuvergunning maakt de uitbater per aangetekende brief aan de bevoegde overheid zijn voornemen bekend en preciseert hij de inrichtingen die na de splitsing door elk van de toekomstige vergunninghouders uitgbaat zullen worden.

De bevoegde overheid staat deze splitsing toe indien zij vaststelt dat de eenheden van inrichtingen die uit de splitsing voortvloeien, verschillende technische en geografische uitbatingseenheden als dusdanig vormen.

De bevoegde overheid beschikt over een termijn van 30 dagen vanaf de in het tweede lid bedoelde kennisgeving om de splitsing toe te staan of te weigeren. Indien de uitbater binnen deze termijn geen beslissing ontvangen heeft, dan stuurt hij een herinnering aan de overheid. Die beschikt over een nieuwe termijn van 30 dagen vanaf de kennisgeving van de herinnering om de splitsing toe te staan of te weigeren. Na deze termijn wordt de splitsing geacht geweigerd te zijn. ».

Art. 5. In artikel 10, eerste lid, van dezelfde ordonnantie wordt er een nieuw 6° toegevoegd, luidend als volgt :

« 6° het advies van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp in de door de Regering vastgelegde gevallen. ».

Art. 6. A l'article 12 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le 3°, il est inséré entre les mots « selon les cas, » et les mots « d'une note préparatoire », les mots « d'un avis du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente, ».

2° Dans le 6°, les mots « en commun » sont remplacés par les mots « en parallèle ».

3° Le 11° est abrogé.

4° L'article est complété par l'alinéa suivant :

« Si la demande de certificat ou de permis d'environnement porte sur des installations de classe IB et que la demande de certificat ou de permis d'urbanisme requiert une étude d'incidences, la demande de certificat ou de permis d'environnement est introduite et instruite selon les règles applicables aux demandes de certificat ou de permis d'environnement relatives aux installations de classe IA. ».

Art. 7. L'article 16, alinéa 3, de la même ordonnance, est complété comme suit :

« L'Institut détermine la date à laquelle l'enquête publique doit au plus tard être clôturée. ».

Art. 8. A l'article 17 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « dans les 80 jours » sont remplacés par les mots « dans les 60 jours ».

2° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Toutefois, lorsque l'enquête publique, compte tenu de la date ultime à laquelle elle doit être clôturée en vertu de la décision prise par l'Institut, se déroule partiellement pendant les vacances scolaires, le délai visé à l'alinéa 1^{er} est augmenté de :

1. dix jours s'il s'agit des vacances de Pâques ou de Noël;
2. quarante-cinq jours s'il s'agit des vacances d'été. ».

3° A l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 3, les mots « dans ce délai » sont remplacés par les mots « dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, éventuellement augmenté conformément à l'alinéa 2, ».

Art. 9. A l'article 20 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, le dernier alinéa est abrogé.

2° Au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « de la date d'envoi, au demandeur, du numéro de dossier et des coordonnées de l'agent traitant » sont remplacés par les mots « dans les cinquante jours de la réception du dossier de demande ».

3° Au § 2, alinéa 2, les mots « de la date d'envoi, au demandeur, du numéro de dossier et des coordonnées de l'agent traitant » sont remplacés par les mots « dans les quarante jours de la réception du dossier de demande ».

4° Il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Lorsque l'étude d'incidences porte sur un projet compris dans le périmètre d'un permis de lotir valide ou d'un plan particulier d'affectation du sol qui ont fait l'objet d'une évaluation préalable des incidences ou d'une étude d'incidences, le cahier des charges de l'étude devra se limiter aux aspects spécifiques de la demande de certificat ou de permis qui n'ont pas été pris en considération dans l'évaluation préalable des incidences ou dans l'étude d'incidences relative au permis de lotir valide ou au plan particulier d'affectation du sol. ».

Art. 10. A l'article 29 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 2, sont insérés entre les mots « permis d'environnement, » et les mots « dans les 6 mois » les mots « , ainsi que l'avis du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente lorsque les amendements impliquent une modification des plans, ».

2° A l'alinéa 4, il est inséré entre les mots « suspendu » et les mots « jusqu'au dépôt des amendements » les mots « depuis la date à laquelle le demandeur a notifié à l'Institut son intention d'amender sa demande ».

Art. 6. In artikel 12 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In 3° worden tussen de woorden « het voorwerp uit van » en de woorden « een voorbereidende nota » de woorden « een advies van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, » ingevoegd.

2° In 6° wordt het woord « gezamenlijk » vervangen door het woord « parallel ».

3° 11° wordt opgeheven.

4° Het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Indien de aanvraag van een milieuattest of een milieuvergunning betrekking heeft op inrichtingen van klasse IB en de aanvraag van een stedenbouwkundig attest of een stedenbouwkundige vergunning een effectenstudie vereist, dan wordt de aanvraag van een milieuattest of een milieuvergunning ingediend en onderzocht volgens de regels die van toepassing zijn op de aanvragen van een milieuattest of een milieuvergunning betreffende de inrichtingen van klasse IA. ».

Art. 7. Artikel 16, derde lid, van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld als volgt :

« Het Instituut legt de uiterste datum vast waarop het openbaar onderzoek afgesloten moet zijn. ».

Art. 8. In artikel 17 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « binnen 80 dagen » vervangen door de woorden « binnen 60 dagen ».

2° Tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Indien echter het openbaar onderzoek, rekening houdend met de uiterste datum waarop het krachtens de beslissing van het Instituut afgesloten moet zijn, gedeeltelijk tijdens een schoolvakantie gehouden wordt, dan wordt de in het eerste lid bedoelde termijn verlengd met :

1. 10 dagen indien het de paasvakantie of de kerstvakantie betreft;
2. 45 dagen indien het de zomervakantie betreft. ».

3° In het vroegere tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden « binnen deze termijn » vervangen door de woorden « binnen de termijn voorzien in het eerste lid, eventueel verlengd overeenkomstig het tweede lid, ».

Art. 9. In artikel 20 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 wordt het laatste lid opgeheven.

2° In § 2, eerste lid, worden de woorden « na verzending aan de aanvrager van het dossiernummer en de gegevens van de behandelende ambtenaar » vervangen door de woorden « binnen de 50 dagen na ontvangst van het aanvraagdossier ».

3° In § 2, tweede lid, worden de woorden « na verzending aan de aanvrager van het dossiernummer en de gegevens van de behandelende ambtenaar » vervangen door de woorden « binnen de 40 dagen na ontvangst van het aanvraagdossier ».

4° Er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Wanneer de effectenstudie betrekking heeft op een project gelegen in de perimeteer van een geldige verkavelingsvergunning of een bijzonder bestemmingsplan die het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaande evaluatie van de effecten of van een effectenstudie, dan zal het bestek van de studie zich tot de specifieke aspecten van de attestaanvraag of de vergunningsaanvraag moeten beperken die niet in overweging werden genomen in de voorafgaande evaluatie van de effecten of de effectenstudie betreffende de geldige verkavelingsvergunning of het bijzondere bestemmingsplan. ».

Art. 10. In artikel 29 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het tweede lid worden tussen de woorden « milieuvergunning » en de woorden « aan het Begeleidingscomité » de woorden « , alsook het advies van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp indien de wijzigingen een wijziging van de plannen inhouden, » ingevoegd.

2° In het vierde lid worden tussen de woorden « opgeschort » en de woorden « totdat de wijzigingen zijn ingediend » de woorden « vanaf de datum waarop de aanvrager zijn voornemen om zijn aanvraag te wijzigen aan het Instituut bekendgemaakt heeft » ingevoegd.

Art. 11. A l'article 32, § 2, de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 1^{er} est abrogé.

2° A l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 1^{er}, le mot « Toutefois, » est supprimé.

3° Il est inséré entre l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 2, les alinéas suivants :

« Toutefois, si le projet est mixte, la notification de la décision doit intervenir moins de 450 jours après la dernière des notifications, dans les délais prévus à cet effet, de l'accusé de réception du dossier complet de demande de certificat ou de permis d'environnement par l'Institut, d'une part, et de l'accusé de réception du caractère complet du dossier de demande de certificat ou de permis d'urbanisme par la commune ou le fonctionnaire délégué, d'autre part.

En l'absence de notification, dans les délais prévus à cet effet, des accusés de réception ou du caractère incomplet des dossiers visés à l'alinéa 2, la notification de la décision doit intervenir moins de 450 jours soit après le 31^{ème} jour de la date d'attestation du dépôt ou de l'envoi de la demande de certificat ou de permis d'environnement à la commune, soit après le 11^{ème} jour de la date d'envoi des documents ou renseignements manquants à chacune des autorités délivrantes compétentes pour la partie qui la concerne. ».

Art. 12. A l'article 36 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 2, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, il est inséré les alinéas suivants :

« Toutefois, si le projet est mixte, la notification de la décision doit intervenir dans un délai de 45 jours à dater de la dernière des notifications, dans les délais prévus à cet effet, de l'accusé de réception du dossier complet de demande de permis d'environnement par l'Institut, d'une part, et de l'accusé de réception du dossier complet de demande de permis d'urbanisme par la commune ou le fonctionnaire délégué, d'autre part.

En l'absence de notification, dans les délais prévus à cet effet, de l'accusé de réception ou du caractère incomplet des dossiers visés à l'alinéa 2, la notification de la décision doit intervenir dans un délai de 45 jours soit après le 31^{ème} jour de la date d'attestation du dépôt ou de l'envoi de la demande de certificat ou de permis d'environnement à la commune, soit de l'envoi des documents ou renseignements manquants à l'Institut. ».

2° Dans le § 2, alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 4, les mots « Ce délai » sont remplacés par les mots « Le délai visé aux alinéas 1^{er} à 3 ci-avant ».

3° Dans le même article 36, il est ajouté un § 2*bis* rédigé comme suit :

« § 2*bis*. Toutefois, lorsque la demande de permis d'environnement est soumise à des mesures particulières de publicité, le délai de 45 jours visé au § 2, alinéas 1^{er} à 3, est porté à 160 jours. ».

4° Dans le § 3, il est inséré entre les mots « En l'absence de décision notifiée dans le délai fixé au § 2 » et les mots « , le certificat », les mots « ou au § 2*bis* ».

Art. 13. A l'article 39 de la même ordonnance sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, le dernier alinéa est abrogé.

2° Au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « de la date d'envoi, au demandeur, du numéro de dossier et des coordonnées de l'agent traitant » sont remplacés par les mots « dans les cinquante jours de la réception du dossier de demande ».

3° Au § 2, le 1° est complété comme suit : « et le déclare complet ou incomplet ».

4° Dans le même article 39, il est inséré un § 2*bis* rédigé comme suit :

« § 2*bis*. Lorsque l'Institut estime que le rapport d'incidences est complet, il notifie cette décision au demandeur dans les délais visés au § 2. ».

Art. 11. In artikel 32, § 2, van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt opgeheven.

2° In het vroegere tweede lid, dat het eerste lid wordt, wordt het woord « evenwel » geschrapt.

3° Tussen het vroegere tweede lid, dat het eerste lid wordt, en het vroegere derde lid, dat het tweede lid wordt, worden de volgende leden ingevoegd :

« Indien het echter een gemengd project betreft, dan moet de kennisgeving van de beslissing gebeuren binnen de 450 dagen na de laatste kennisgeving binnen de daartoe voorziene termijnen van, enerzijds, het ontvangstbewijs van het volledige aanvraagdossier voor het milieuattest of de milieuvergunning door het Instituut en van, anderzijds, het ontvangstbewijs van de volledigheid van het aanvraagdossier voor het stedenbouwkundige attest of de stedenbouwkundige vergunning door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar.

Bij het uitblijven van een kennisgeving binnen de daartoe voorziene termijnen van het bewijs van ontvangst of van onvolledigheid van de in het tweede lid bedoelde dossiers, moet de kennisgeving van de beslissing gebeuren binnen de 450 dagen hetzij na de 31^e dag vanaf de indienings- of verzenddatum van de aanvraag van het milieuattest of de milieuvergunning aan de gemeente, hetzij na de 11^e dag vanaf de verzenddatum van de ontbrekende stukken of inlichtingen aan elke bevoegde afleverende overheid voor het deel dat op haar betrekking heeft. ».

Art. 12. In artikel 36 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2 worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende leden ingevoegd :

« Indien het echter een gemengd project betreft, dan moet de kennisgeving van de beslissing gebeuren binnen de 45 dagen na de laatste kennisgeving, binnen de daartoe voorziene termijnen, van enerzijds het ontvangstbewijs van het volledige aanvraagdossier voor de milieuvergunning door het Instituut, en van anderzijds het ontvangstbewijs van het volledige aanvraagdossier voor de stedenbouwkundige vergunning door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar.

Bij het uitblijven van een kennisgeving binnen de daartoe voorziene termijnen van het bewijs van ontvangst of van onvolledigheid van de in het tweede lid bedoelde dossiers, moet de kennisgeving van de beslissing gebeuren binnen de 45 dagen hetzij na de 31^e dag vanaf de indienings- of verzenddatum van de aanvraag van het milieuattest of de milieuvergunning aan de gemeente, hetzij na de verzending van de ontbrekende stukken of inlichtingen aan het Instituut. ».

2° In § 2 worden in het vroegere tweede lid, dat het vierde lid wordt, de woorden « Deze termijn » vervangen door de woorden « De termijn bedoeld in het eerste tot en met het derde lid hierboven ».

3° In hetzelfde artikel 36 wordt een § 2*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2*bis*. Indien echter de milieuvergunningsaanvraag onderworpen is aan bijzondere regelen van openbaarmaking, dan wordt de in § 2, eerste tot en met derde lid, bedoelde termijn van 45 dagen op 160 dagen gebracht. ».

4° In § 3 worden tussen de woorden « Bij het uitblijven van een beslissing, betekend binnen de in § 2 » en de woorden « gestelde termijn » de woorden « of in § 2*bis* » ingevoegd.

Art. 13. In artikel 39 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 wordt het laatste lid opgeheven.

2° In § 2, eerste lid, worden de woorden « na verzending aan de aanvrager van het dossiernummer en de gegevens van de behandelende ambtenaar » vervangen door de woorden « binnen de 50 dagen na ontvangst van het aanvraagdossier ».

3° In § 2 wordt 1° aangevuld als volgt : « en het volledig of onvolledig verklaart ».

4° In hetzelfde artikel 39 wordt een § 2*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2*bis*. Indien het Instituut oordeelt dat het effectenverslag volledig is, dan geeft het van deze beslissing kennis aan de aanvrager binnen de in § 2 bedoelde termijnen. ».

Art. 14. A l'article 43, § 2, de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 1^{er} est abrogé.

2° A l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 1^{er}, le mot « Toutefois, » est supprimé.

3° Après l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 1^{er}, il est ajouté les alinéas suivants :

« Toutefois, si le projet est mixte, lorsque la demande de certificat ou de permis d'environnement et la demande de certificat ou de permis d'urbanisme requièrent toutes deux un rapport d'incidences, la notification de la décision doit intervenir moins de 160 jours après la dernière des notifications, dans les délais prévus à cet effet, du caractère complet du rapport d'incidences par l'Institut ou, à défaut, par le Gouvernement, et par l'Administration de l'Aménagement du territoire et du Logement ou, à défaut, par le Gouvernement.

Si le projet est mixte, lorsque seule la demande de certificat ou de permis d'environnement requiert un rapport d'incidences, la notification de la décision doit intervenir moins de 160 jours après la notification, dans le délai prévu à cet effet, de l'accusé de réception et du caractère complet du rapport d'incidences par l'Institut ou, à défaut, par le Gouvernement.

En l'absence de notification, dans les délais prévus à cet effet, du caractère complet ou du caractère incomplet du rapport d'incidences par l'Institut ou, à défaut, par le Gouvernement, et par l'Administration de l'Aménagement du territoire et du Logement ou, à défaut, par le Gouvernement, la notification de la décision doit intervenir dans un délai de moins de 160 jours soit après le 31^{ème} jour de la date d'attestation du dépôt ou de l'envoi de cette demande à la commune, soit après le 11^{ème} jour de la date d'envoi des documents ou renseignements manquants à l'Institut. ».

Art. 15. A l'article 47 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le § 2, il est inséré, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, les alinéas suivants :

« Toutefois, si le projet est mixte, la notification de la décision doit intervenir dans un délai de 45 jours à dater de la dernière des notifications, dans les délais prévus à cet effet, de l'accusé de réception du dossier complet de demande de permis d'environnement par l'Institut, d'une part, et de l'accusé de réception du dossier complet de demande de permis d'urbanisme par la commune ou le fonctionnaire délégué, d'autre part.

En l'absence de la notification, dans les délais prévus à cet effet, des accusés de réception ou du caractère incomplet des dossiers visés à l'alinéa 2, la notification de la décision doit intervenir dans un délai de 45 jours soit après le 31^{ème} jour de la date d'attestation du dépôt ou de l'envoi de cette demande à la commune, soit de l'envoi des documents ou renseignements manquants à l'Institut. ».

2° Dans le § 2, alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 4, les mots « Ce délai » sont remplacés par les mots « Le délai visé aux alinéas 1^{er} à 3 ci-avant ».

3° Il est inséré un § 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. Toutefois, lorsque la demande de permis d'environnement est soumise à des mesures particulières de publicité, le délai de 45 jours visé au § 2, alinéas 1^{er} à 3, est porté à 160 jours. ».

4° Dans le § 3, il est inséré entre les mots « En l'absence de décision notifiée dans le délai fixé au § 2 » et les mots « , le certificat » les mots « ou au § 2bis ».

Art. 16. A l'article 59, § 3, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le mot « ouvre » est remplacé par le mot « œuvre ».

2° Est insérée entre les mots « 1 an au maximum. » et les mots « La demande de prorogation », la phrase suivante :

« La prorogation peut également être reconduite annuellement, chaque fois que le demandeur justifie qu'il n'a pu mettre en oeuvre son permis par cas de force majeure ou lorsqu'il fait état d'un recours en annulation devant la section d'administration du Conseil d'Etat introduit à l'encontre de son permis et sur lequel il n'a pas encore été statué. ».

Art. 14. In artikel 43, § 2, van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt opgeheven.

2° In het vroegere tweede lid, dat het eerste lid wordt, wordt het woord « evenwel » geschrapt.

3° Na het vroegere tweede lid, dat het eerste lid wordt, worden de volgende leden toegevoegd :

« Indien het echter een gemengd project betreft, wanneer er zowel voor de aanvraag van het milieuattest of de milieuvergunning als voor de aanvraag van het stedenbouwkundige attest of de stedenbouwkundige vergunning een effectenverslag vereist is, dan moet de kennisgeving van de beslissing gebeuren binnen de 160 dagen na de laatste kennisgeving binnen de daartoe voorziene termijnen van de volledigheid van het effectenverslag door het Instituut of, bij ontstentenis, door de Regering, en door het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting of, bij ontstentenis, door de Regering.

Indien het een gemengd project betreft, wanneer er alleen voor de aanvraag van het milieuattest of de milieuvergunning een effectenverslag vereist is, dan moet de kennisgeving van de beslissing gebeuren binnen de 160 dagen na de kennisgeving binnen de daartoe voorziene termijn van het bewijs van ontvangst en van volledigheid van het effectenverslag door het Instituut of, bij ontstentenis, door de Regering.

Bij het uitblijven van een kennisgeving binnen de daartoe voorziene termijnen van de volledigheid of de onvolledigheid van het effectenverslag door het Instituut of, bij ontstentenis, door de Regering, en door het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting of, bij ontstentenis, door de Regering, moet de kennisgeving van de beslissing gebeuren binnen de 160 dagen hetzij na de 31^e dag vanaf de indienings- of verzenddatum van de aanvraag aan de gemeente, hetzij na de 11^e dag vanaf de verzenddatum van de ontbrekende stukken of inlichtingen aan het Instituut. ».

Art. 15. In artikel 47 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2 worden tussen het eerste en het tweede lid de volgende leden ingevoegd :

« Indien het echter een gemengd project betreft, dan moet de kennisgeving van de beslissing gebeuren binnen de 45 dagen na de laatste kennisgeving binnen de daartoe voorziene termijnen van enerzijds het ontvangstbewijs van het volledige aanvraagdossier voor de milieuvergunning door het Instituut en van anderzijds het ontvangstbewijs van het volledige aanvraagdossier voor de stedenbouwkundige vergunning door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar.

Bij het uitblijven van een kennisgeving binnen de daartoe voorziene termijnen van het bewijs van ontvangst of van onvolledigheid van de in het tweede lid bedoelde dossiers, moet de kennisgeving van de beslissing gebeuren binnen de 45 dagen hetzij na de 31^e dag vanaf de indienings- of verzenddatum van de aanvraag aan de gemeente, hetzij na de verzending van de ontbrekende stukken of inlichtingen aan het Instituut. ».

2° In § 2 worden in het vroegere tweede lid, dat het vierde lid wordt, de woorden « Deze termijn » vervangen door de woorden « De termijn bedoeld in het eerste tot en met derde lid hierboven ».

3° Er wordt een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Indien echter de milieuvergunningsaanvraag onderworpen is aan speciale regelen van openbaarmaking, dan wordt de in § 2, eerste tot en met derde lid bedoelde termijn van 45 dagen op 160 dagen gebracht. ».

4° In § 3 worden tussen de woorden « Bij het uitblijven van een beslissing, betekend binnen de in § 2 » en de woorden « gestelde termijn » de woorden « of in § 2bis » ingevoegd.

Art. 16. In artikel 59, § 3, eerste lid, van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de Franse tekst wordt het woord « ouvre » vervangen door het woord « œuvre ».

2° De volgende zin wordt ingevoegd tussen de woorden « maximumduur van een jaar. » en de woorden « De verlenging moet » :

« Het uitstel kan eveneens jaarlijks verlengd worden telkens als de aanvrager kan verantwoorden dat hij zijn vergunning wegens overmacht niet kon toepassen of indien hij staat maakt op een beroep tot nietigverklaring bij de afdeling administratie van de Raad van State, ingediend tegen zijn vergunning en waarover nog geen uitspraak is gedaan. ».

Art. 17. L'intitulé de l'article 64 de la même ordonnance est remplacé par l'intitulé suivant :

« Modification des conditions d'exploitation. ».

Art. 18. A l'article 69 de la même ordonnance, les mots « les conditions particulières d'exploitation que l'autorité compétente lui aurait prescrites » sont remplacés par les mots « l'avis visé à l'article 87 ».

Art. 19. A l'article 80 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le § 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Un recours est ouvert au demandeur et à tout membre du public concerné auprès du Collège d'environnement contre les décisions, fussent-elles tacites, résultant de l'application des articles 7bis, 7ter, 17, 32, 36, 43, 47, 51, 53, 62, 64, 65, 68, 73, 76bis, 77, 78/2, § 2, 78/4, § 2 et 78/5 de la présente ordonnance. ».

2° Dans le § 2, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La décision du Collège d'environnement remplace la décision dont il est saisi. ».

Art. 20. A l'article 87 de la même ordonnance, l'alinéa 1^{er} est remplacé par les deux alinéas suivants :

« Le destinataire des décisions, fussent-elles tacites, résultant de l'application des articles 7bis, 7ter, 17, 32, 36, 43, 47, 51, 53, 62, 64, 65, 68, 73, 76bis, 77, 78/2, § 2, 78/4, § 2 et 78/5 de la présente ordonnance, est tenu d'afficher sur l'immeuble abritant les installations et à proximité des installations, en un endroit visible depuis la voie publique un avis mentionnant l'existence de cette décision. A défaut, il ne peut pas mettre en oeuvre les autorisations qui en découlent.

Le Gouvernement détermine la forme de l'avis à afficher. ».

Art. 21. Dans l'article 33, 5°, b) et c) de l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, les mots « l'article 7, § 2, alinéa 1^{er} » et les mots « l'article 7, § 2, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « l'article 7bis ».

Art. 22. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

C. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

—
Note

Session ordinaire 2008-2009.

(1) Documents du Parlement :

A-540/1 Projet d'ordonnance. — A-540/2. — Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 20 mars 2009.

Art. 17. Het opschrift van artikel 64 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Wijziging van de uitbatingvoorwaarden. ».

Art. 18. In artikel 69 van dezelfde ordonnantie worden de woorden « de bijzondere uitbatingvoorwaarden die de bevoegde overheid hem zou hebben opgelegd » vervangen door de woorden « het in artikel 87 bedoelde advies ».

Art. 19. In artikel 80 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

« De aanvrager en elk lid van het betrokken publiek kunnen bij het Milieucollege beroep aantekenen tegen de beslissingen, ook al zijn zij stilzwijgend genomen, die voortvloeien uit de toepassing van de artikelen 7bis, 7ter, 17, 32, 36, 43, 47, 51, 53, 62, 64, 65, 68, 73, 76bis, 77, 78/2, § 2, 78/4, § 2 en 78/5 van deze ordonnantie. ».

2° In § 2 wordt het tweede lid vervangen door het volgende lid :

« De beslissing van het Milieucollege vervangt de bij hem aanhangig gemaakte beslissing. ».

Art. 20. In artikel 87 van dezelfde ordonnantie wordt het eerste lid vervangen door de volgende twee leden :

« De ontvanger van de beslissingen, ook al zijn zij stilzwijgend genomen, die voortvloeien uit de toepassing van de artikelen 7bis, 7ter, 17, 32, 36, 43, 47, 51, 53, 62, 64, 65, 68, 73, 76bis, 77, 78/2, § 2, 78/4, § 2 en 78/5 van deze ordonnantie, dient een bekendmaking van het bestaan van deze beslissing aan te plakken op het gebouw waar de inrichtingen zich bevinden en in de buurt van de inrichtingen op een plaats die zichtbaar is vanaf de openbare weg. Bij ontstentenis, mag hij de toestemmingen die eruit voortvloeien niet aanwenden.

De Regering legt de vorm vast van de aan te plakken bekendmaking. ».

Art. 21. In het artikel 33, 5°, b) en c) van de ordonnantie betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, worden de woorden « artikel 7, § 2, eerste lid » en de woorden « artikel 7, § 2, tweede lid » vervangen door de woorden « artikel 7bis ».

Art. 22. Deze ordonnantie treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 maart 2009.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

C. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

—
Nota

(1) Gewone zitting 2008-2009.

Documenten van het Parlement :

A-540/1 Ontwerp van ordonnantie. — A-540/2. — Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 20 maart 2009.